

*The Control Agenda: A History of the Strategic Arms  
Limitation Talks*, Matthew J. AMBROSE, 2018, Ithaca, Cornell  
University Press, 282 p.

Jessica Vibert

Volume 50, Number 2, Summer 2019

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1071191ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1071191ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

École supérieure d'études internationales

ISSN

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Vibert, J. (2019). Review of [*The Control Agenda: A History of the Strategic Arms  
Limitation Talks*, Matthew J. AMBROSE, 2018, Ithaca, Cornell University Press,  
282 p.] *Études internationales*, 50(2), 329–332. <https://doi.org/10.7202/1071191ar>

Irak et en Syrie, où le groupe a profité du chaos politique pour s'affirmer régionalement.

Enfin, le développement de l'EI s'inscrit aussi dans un contexte de postmodernité. Par son usage efficace des technologies de l'information et de la communication (TIC), le groupe a diffusé ses idées et est devenu une référence dans le monde entier. Il a su capter le ressentiment des jeunes d'origine étrangère marginalisés dans les métropoles occidentales, et les transformer en soldats de l'EI (opérateurs nationaux ou combattants étrangers).

L'État islamique est donc né dans un contexte particulier de transformation de l'ordre mondial, et a fait émerger une nouvelle forme de violence politique – insurrectionnelle, privatisée et transnationalisée – qui a des implications sans précédent. Les Occidentaux, auparavant éloignés des conflits, vivent désormais sous une menace permanente. Certains succombent à l'islamophobie : la plupart acceptent passivement une militarisation et une sécurisation de leur société sous prétexte de lutte anti-terroriste, mais au détriment de leurs libertés individuelles.

L'auteur effectue un travail remarquable d'analyse de l'EI. L'étude de la genèse du groupe permet de comprendre les conditions sociales et politiques de son émergence, ainsi que ses implications pour l'ordre mondial. L'ouvrage a l'avantage de

dépasser l'approche journalistique et sécuritaire habituelle, et de fournir des informations inédites sur le groupe, mises en perspective avec le contexte géopolitique international. Le concept original de terrorisme boomerang nous amène, nous, Occidentaux, à repenser notre manière d'interagir avec le reste du monde. L'ouvrage présente, avec une méthodologie rigoureuse – même si l'usage des TIC et les stratégies d'attractivité du groupe EI pourraient être approfondis –, une première théorie de l'État islamique. Comprendre l'EI, c'est aussi comprendre comment le prochain groupe terroriste pourra émerger, alors que le président américain a annoncé en décembre 2018 avoir « battu » l'EI.

Marion MOREAU  
Institut français  
Ljubljana, Slovénie

### **The Control Agenda: A History of the Strategic Arms Limitation Talks**

*Matthew J. AMBROSE, 2018, Ithaca, Cornell University Press, 282 p.*

Que ce soit pour traduire les tensions en Iran ou encore au Venezuela, les conflits civils comme en Syrie, ou encore lorsque le *Bulletin of Atomic Scientists* nous présente le décompte de son « Horloge de la fin du monde », la Guerre froide est invoquée régulièrement, à tort ou à raison, car il s'agit d'un passé

proche et d'un thème encore bien présent en Relations internationales, bien qu'elle soit terminée depuis plus de vingt ans. C'est en se penchant sur l'histoire diplomatique entourant la compétition nucléaire et stratégique entre les États-Unis et l'Union soviétique qu'on peut comprendre ses échos actuels, notamment dans les mentalités et les processus qui se sont construits à l'ère de la détente, entre 1969 et 1979. À ce titre, Matthew J. Ambrose se penche ici sur l'historiographie diplomatique des négociations entourant le Traité sur la limitation des armements stratégiques, mieux connu sous l'acronyme SALT (*Strategic Arms Limitation Talks*).

Dès les années 1960, il est clair que la quête de domination nucléaire est un scénario instable. La destruction mutuelle assurée est une doctrine de dissuasion qui ne permet pas de contrôler la production et l'usage des armes nucléaires stratégiques. Dans un contexte de protestations contre la guerre au Viêt Nam, le contrôle de l'usage des missiles balistiques est perçu de façon favorable. Le président Richard Nixon (1969-1974) et son conseiller à la Sécurité nationale et Secrétaire d'État Henry Kissinger inaugurent les négociations dans un contexte politique polarisant. Le président voit dans SALT une occasion de faire émerger un cadre normatif qui pourrait guider un consensus afin de gérer la compétition nucléaire, alors que pour Kissinger, il s'agit d'une occasion de canaliser le mécontentement

populaire face au nucléaire, pour concevoir un outil de stabilisation du système international, tout en encourageant des progrès dans d'autres domaines diplomatiques : c'est la stratégie du *linkage*. Ford (1974-1977) hérite de SALT II après la démission de Nixon en 1974, à la suite du scandale du Watergate, et contribue à une avancée majeure avec le sommet de Vladivostok en novembre 1974, représentant le cadre fondamental de l'accord SALT II. C'est sous l'administration de Jimmy Carter (1977-1981) que le traité SALT sera mis à l'épreuve. Carter avait fait campagne autour d'une « meilleure détente », un processus de bonne foi, transparent et décentralisé. Cependant, SALT II devient victime d'un durcissement des positions, notamment face aux processus de vérification, lesquels posent des défis importants en termes de souveraineté et de réciprocité dans la conformité au traité. D'autre part, en 1977, la controverse de la bombe à neutrons, dont les effets potentiellement dévastateurs vont secouer l'opinion publique d'Europe de l'Ouest, va procurer à l'administration Brejnev l'opportunité de dénoncer une nouvelle course aux armements, créant une crise de confiance au sein de l'alliance. Le traité fut signé en juin 1979 et soumis au Sénat pour ratification, mais l'invasion soviétique de l'Afghanistan en décembre mit un terme à ce processus.

Les élections de 1980 reflètent une perte d'intérêt pour SALT II. Reagan appellera à un

programme de réduction mutuelle, considérant le traité comme une série d'occasions manquées et de concessions unilatérales de la part des États-Unis. Une fois au pouvoir, malgré son discours corrosif et son rejet de ce qu'il perçoit comme une autocritique de la part des États-Unis face au « mal » représenté par l'Union soviétique, perception renforcée par la répression du groupe Solidarność en Pologne et la poursuite de la guerre en Afghanistan, Reagan réoriente SALT, naviguant sur les courants de l'opinion publique pour finalement signer le traité INF (sur les forces nucléaires à portée intermédiaire) et le traité START (de réduction des armes stratégiques).

Il n'y a aucune ligne d'arrivée à la course aux armements ni aux traités SALT: c'est plutôt le processus, ou « l'expérience SALT », dont il est question dans cet ouvrage. Les interactions au sein des administrations américaines et le désir de s'approprier SALT à son avantage ont tout autant façonné chaque clause du traité que l'évolution technologique qui l'avait motivé, poussant à la réévaluation constante des capacités et des intentions. La crise de confiance provoquée par le volet de vérification du traité et le scandale de la bombe à neutrons démontre bien la portée contemporaine de l'ouvrage. La perception de la menace, qu'elle soit construite par des services de

renseignements qui la surestiment ou renforcée par la propagande, est au cœur des négociations et témoigne de la difficulté de construire un lien de confiance. Par exemple, qu'est-ce qui constitue un programme fiable de surveillance? Au bout du compte, cela implique une marge d'erreur importante en raison de l'imperfection des systèmes de collecte de renseignements. À ce titre, l'ouvrage d'Ambrose transcende son sujet immédiat, notamment en montrant que l'introduction de nouveaux systèmes d'armements crée de nouveaux impératifs de vérification, qui viennent interagir avec les enjeux géostratégiques et les sentiments d'insécurité existants. C'est ainsi que l'on comprend comment l'architecture de SALT s'est tout autant construite sur des préoccupations stratégiques que sur la politique domestique et l'opinion publique : c'est là que les archives viennent donner sens à ce contexte politique troublé.

Alors qu'Ambrose avoue d'emblée que SALT peut sembler insignifiant, notamment dans une ère de détente et de relative stabilité, il n'en n'est rien : les réflexes issus de la dialectique créée par SALT résonnent encore en politique étrangère avec la résurgence du nucléaire et les implications pour le contrôle des armements, comme l'a démontré par exemple le plan d'action de l'administration Obama pour le programme

nucléaire iranien. Le parallèle tracé avec le contexte politique actuel s'applique aussi à la perception du déclin économique et militaire des États-Unis qu'Ambrose identifie dans l'ère SALT, réitérant d'autant plus l'importance de tirer des leçons de ces outils diplomatiques. Cette perception du déclin économique et militaire est un thème encore bien présent aujourd'hui et appelle à une meilleure compréhension des outils de diplomatie et des leçons que l'on peut en tirer.

Jessica VIBERT  
École supérieure d'études  
internationales  
Université Laval  
Québec, Canada

## MONDIALISATION ET TRANSNATIONALISME

### **National Institutions, International Migration: Labour Markets, Welfare States and Immigration Policy**

*Frida BORÅNG, 2018, Londres,  
Rowman & Littlefield International  
Ltd, 206 p.*

L'explication des phénomènes migratoires est dominée par deux approches : la première, économique, axée sur le coût de la main-d'œuvre dans les pays d'accueil et les motivations matérielles des émigrants : la deuxième, structurelle, pour qui les politiques migratoires des pays développés sont le produit de leur héritage historique (colonisation, nation d'immigrants,

etc.) (p. 4). Pour Frida Borång, ces approches traditionnelles présentent une importante limite analytique : elles ne font pas de distinction entre immigration de main-d'œuvre (*labour immigration*) et immigration forcée (*forced immigration*) (réfugiés, demandeurs d'asile et immigrants humanitaires). En effet, ces deux formes d'immigration sont des phénomènes profondément distincts qui ne peuvent se prêter à la même explication. Mobilisant l'institutionnalisme, elle formule un nouveau cadre théorique explicatif pour chacun de ces deux types d'immigration, dont elle s'attelle à démontrer la pertinence tout au long des cinq chapitres de son ouvrage autour de deux principales hypothèses.

La première hypothèse soutient que le niveau de la main-d'œuvre immigrante, qui fait son entrée de façon régulière dans un pays donné, est déterminé par la configuration institutionnelle qui gouverne le marché de l'emploi de ce pays. Autrement dit, le degré d'institutionnalisation du marché de l'emploi se présente comme une variable explicative des flux de la main-d'œuvre immigrante. L'ouvrage identifie trois principaux facteurs permettant de rendre compte du niveau d'institutionnalisation du marché de l'emploi. Primo, les mécanismes qui déterminent les salaires minimums : sont-ils le résultat de négociations centralisées entre syndicats et associations d'employeurs, ou au contraire, sont-ils déterminés par